

# Introduction

La crise africaine est particulièrement complexe, que ce soit sur le plan humanitaire ou sur celui, plus vaste, de la politique étrangère. Il faut savoir que le Canada se disperse déjà énormément dans le Tiers-Monde. Nous intervenons dans plus de 80 pays, alors que des nations comme la France concentrent leurs efforts d'aide internationale sur une communauté deux fois moins nombreuse. Si nous décidons d'accorder une aide supplémentaire à l'Afrique, quelles seront les répercussions sur nos efforts en Asie et en Amérique du Sud, ou encore sur le soutien que nous apportons aux organisations des Nations Unies? Ce n'est que lorsque ces grandes questions auront trouvé une réponse, dans le cadre de la revue de politique étrangère menée actuellement, que nous pourrons définir et confirmer le rôle d'organismes importants comme l'ACDI, par rapport à celui des Nations Unies, des Affaires extérieures, de la Banque mondiale et d'autres entités internationales financées par le Canada.

Mon mandat exigeait clairement l'évaluation de la famine et la proposition d'étapes concrètes susceptibles d'en atténuer la gravité. Il est évident que cette tâche ne peut être accomplie isolément. Il faut tenir compte du rôle des autres organes gouvernementaux comme l'ACDI et de l'aide canadienne aux organismes internationaux ; cependant, les quatre mois couverts par mon mandat ont à peine permis d'évaluer la situation dans les régions africaines touchées par la sécheresse. En conséquence, mon rapport se limite à l'étude de cette question et à l'intervention canadienne immédiate qu'elle a suscitée. Au delà des problèmes à grande échelle, de la préparation des secours d'urgence et des plans généraux qui sont des éléments relativement abstraits, et même au delà des scènes insupportables montrées à la télévision, nous avons été exposés directement à l'inexprimable horreur des camps de réfugiés. Nous avons vu la misère multipliée à l'infini, des familles entières affamées, séparées et décimées — or, même au coeur de la catastrophe ces populations conservent une extraordinaire dignité et un espoir qui nous ont profondément émus.

C'est donc toujours d'urgence qu'il s'agit — et plus que jamais : le Soudan en est aujourd'hui presque au point où en était l'Éthiopie il y a quinze semaines. Les pluies se font toujours attendre et risquent de se faire attendre encore longtemps, puisque la chaîne écologique est rompue et ne se renouera pas sans aide. Par ailleurs, l'extrême gravité de cette famine a entraîné, à l'échelle des pays, une désorganisation telle qu'aucune administration au monde ne pourrait, sans aide, reprendre en mains les destinées de ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Une situation aussi exceptionnelle n'est pas sans soulever de nombreuses questions. Ces questions, on les a posées partout, à la radio, à la télévision, dans les journaux, en Chambre — partout. Dans les pages qui suivent, nous répondons aux plus pressantes de ces questions, en vous faisant part des réalités dont nous avons été les témoins. Ces réalités nous ont menés vers des orientations et des choix, dont on trouvera l'écho dans nos recommandations.